



UNION JUIVE FRANCAISE POUR LA PAIX

الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام
ההתאחדות היהודית הצרפתית למען השלום

Deux ans de génocide¹

Nos médias aux ordres osent encore dire que le terme génocide est « controversé ».
Jusqu'où iront-ils dans la bassesse et le déni ?

Pendant des années, ils n'ont pas vu l'occupation militaire, le blocus inhumain de Gaza, les milliers d'adolescents abattus ou estropiés dans le Territoire occupé ou pendant les marches du retour. Et aujourd'hui, ils s'émeuvent peu des crimes de guerre commis par l'aviation israélienne sur les populations civiles de Gaza.

Les événements tragiques du 7 octobre 2023 ont servi de prétexte à la mise en œuvre d'un génocide probablement envisagé de longue date.

L'indicible

Depuis deux ans des horreurs inimaginables se sont produites : le ciblage délibéré de la population de Gaza, plus de 65 000 corps identifiés donc probablement 200 000 [mort.es](#). Même l'armée israélienne reconnaît ²que la très grande majorité des victimes sont des [civil.es](#) et en particulier des enfants. Les hôpitaux sont détruits, des [soignant.es](#) ont été

Les deux notes de Frank Mintz ne son pas de l'UJFP.

¹ Le Génocide est défini par l'ONU en 1948-2018 : « l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe ;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ;
- e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe ».

² « Dans le Sud Liban, nous avons sciemment frappé la population civile parce qu'elle le méritait.. ». L'important dans les remarques [du général israélien Mordechaï Gur, ex-chef d'État-major, en 1978] c'est qu'il admet que l'armée israélienne a toujours touché les populations civiles, exprès et consciemment... « L'armée, a-t-il dit, n'a jamais fait de distinction entre les objectifs civils [et militaires]... Elle a attaqué exprès des cibles civiles même quand les colonies israéliennes n'avaient pas été touchées. » indique Ze'ev Schiff, spécialiste militaire israélien. Extrait de "Quelques remarques sur les relations privilégiées entre les USA et Israël" de Noam Chomsky, 6 août 1982, dans *Chomsky Ecrits politiques 1977-1983*, Éditions Acratie, p. 138. [Choix de textes et de traduction de Martin Zemliak = Frank Mintz]

assassiné.es ou enlevé.es, des journalistes délibérément ciblé.es. Gaza, c'est aussi la destruction de 90 % des infrastructures, des populations maintes fois déplacées et ne trouvant plus aucun abri et, in fine, l'organisation systématique de la famine accompagnée du mitraillage de celles et ceux qui cherchent à manger. Pendant ce temps en Cisjordanie, la colonisation, les expropriations et les assassinats se sont multipliés, montrant bien le but du colonisateur : tuer ou expulser tou.tes les Palestinien.nes. Les associations des droits de l'homme, l'ONU et les spécialistes des génocides, y compris israéliens, disent qu'un génocide se déroule à Gaza.

Pour l'UJFP, organisation juive qui porte la mémoire du judéocide, les « valeurs » des assassins d'aujourd'hui ressemblent étrangement à celles de ceux qui ont exterminé les nôtres.

Depuis plus d'un siècle, le sionisme est la conjonction du déni, du fait accompli et de l'impunité d'une politique coloniale.

Le déni, cela a été d'affirmer en 1948 que « les Arabes sont partis d'eux-mêmes » alors que c'était un nettoyage ethnique prémédité depuis des décennies. C'est aujourd'hui prétendre qu'Israël est une victime du 7 octobre qui « a le droit de se défendre ». On a le droit de se défendre contre un pays qui vous attaque, pas contre un peuple qu'on occupe. Le déni, c'est d'affirmer qu'on respecte le droit international quand on a entrepris de le détruire totalement.

Le fait accompli, c'est s'asseoir sur toutes les résolutions internationales, en particulier la résolution 194 de l'ONU qui exigeait le retour des réfugiés palestiniens (1948) et la résolution 242 qui exigeait le retrait des territoires occupés (1967). C'est aujourd'hui la rupture unilatérale des trêves à Gaza. C'est terroriser tous les voisins d'Israël en les bombardant et/ou en les occupant : Liban, Syrie, Yémen, Iran, Qatar...

L'impunité, pendant des années, cela a été le parapluie diplomatique et militaire des États-Unis et les accords économiques avec l'Union Européenne maintenus ou amplifiés dans la dernière période. On en est aujourd'hui à plus de 800 000 colons alors qu'officiellement la colonisation de la Cisjordanie est « illégale ». L'impunité, ce sont des bateaux arraisonnés pendant des décennies dans les eaux internationales (il y a eu 10 morts sur le Mavi Marmara en 2010) sans aucune sanction. Du coup, Israël continue d'attaquer et d'arraisonner les flottilles. Mais le départ en mer de centaines de solidaires marque un tournant.

Ce génocide a été rendu possible grâce à une triple complicité.

Celle des États-Unis bien sûr. Et ceci, bien avant Trump. Obama a offert à Israël un « dôme

de fer » pour 38 milliards de dollars. Et Biden a armé les génocidaires jusqu'au bout de son mandat. Bien sûr avec Trump, c'est pire. L'homme se permet d'évoquer et de programmer la transformation de Gaza en "Riviera". Le colonialisme de remplacement, il faut le dire, est à l'origine même des États-Unis.

Celle des principaux dirigeants arabes. Les pétromonarchies féodales, patriarcales et esclavagistes du Golfe ont imposé leur modèle. Elles appartiennent au même monde capitaliste que les dirigeants israéliens et au même camp impérialiste. La signature des accords d'Abraham et le refus d'apporter la moindre aide au peuple palestinien permet le génocide.

La complicité européenne, et en particulier française, est un scandale absolu. Complicité politique, économique, commerciale alors que plus de 50 % du commerce israélien se fait avec l'Union européenne. Complicité militaire : la Grande Bretagne héberge des usines Elbit, l'Allemagne est le deuxième fournisseur d'armes d'Israël et la France vend des composants (notamment ceux fabriqués par l'usine Eurolinks de Marseille). Complicité médiatique : la quasi-totalité des médias font leurs les propos des génocidaires sur « les attaques terroristes du Hamas » ignorant pendant longtemps les cris qui sortaient de Gaza. Complicité policière et judiciaire : les procès pleuvent contre tous les solidaires, avec un acharnement particulier quand ils sont jeunes et arabes. Ils sont accusés systématiquement « d'apologie du terrorisme ». À Marseille, 120 personnes qui manifestaient contre l'usine Eurolinks ont été mises en garde à vue. Complicité idéologique : l'ennemi commun des dirigeants européens et israéliens, c'est le musulman. Enfin complicité bancaire : il est de plus en plus difficile d'envoyer de l'argent en Palestine.

Arrêter cette horreur

Il existe en Israël une opposition courageuse. Elle s'est radicalisée et met en cause le sionisme. Mais elle est très minoritaire. Il est illusoire de penser que, sans sanctions, il y aura une rupture du front intérieur en Israël. Tous les sondages montrent qu'une nette majorité des Israéliens juifs veulent « en finir avec Gaza ». Les dirigeants répètent à l'envi que les Palestiniens sont des « animaux humains » ou des Amalécites. La plupart des opposants à Nétanyahou ne valent pas mieux que lui : Benny Ganz a déclaré en 2014 qu'il allait réduire Gaza à l'âge de pierre et Naftali Bennett (favori des sondages) a expliqué qu'il avait tué beaucoup d'Arabes dans sa vie et qu'il ne voyait pas le problème.

Tous les jours, les Gazaouis crient leur douleur, la difficulté de survivre et de vivre avec la mort omniprésente. Ils/elles résistent, s'organisent collectivement pour trouver des abris, pour manger, pour scolariser les enfants, pour bénéficier d'une aide psychologique. Plus que tout, ils veulent que le massacre s'arrête, qu'ils/elles puissent rentrer chez eux, même si tout a été détruit.

Le plan Trump, c'est évidemment une fois de plus une n-ième tentative impérialiste et néocoloniale d'ignorer les Palestiniens. En 1917, l'impérialisme britannique donnait la Palestine aux sionistes. En 1920, la Société des Nations estimait que le mandat britannique avait pour but d'amener les Palestiniens à la maturité. Aujourd'hui, Trump veut envoyer Blair à Gaza. Rappelons que c'est l'homme de l'invasion de l'Irak. Il y avait là-bas, paraît-il, des « armes de destruction massive », énorme mensonge. Résultat, des centaines de milliers de [mort.es](#) et un pays détruit.

Il y a une différence énorme entre ce qui est écrit dans le texte négocié en Égypte et ce que disent Trump et Nétanyahou. Le texte dit que des centaines de prisonniers palestiniens, y compris condamnés à perpétuité, seraient libérés. Il dit qu'Israël évacuerait Gaza et que 500 camions entreraient tous les jours à Gaza. Ces points, s'ils étaient obtenus seraient une victoire. Nétanyahou dit évidemment le contraire et s'apprête à tout torpiller comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises.

Deux ans jour pour jour après le début du génocide, l'UJFP est plus que jamais au côté du peuple palestinien, pour la liberté, la justice et l'égalité. L'image d'Israël s'est effondrée, le BDS remporte des succès. Il y a une priorité : il faut imposer des sanctions.

La Coordination nationale de l'UJFP, le 7 octobre 2025